
ANNEXE 3: MODELE LETTER OF INTENT

1. Modèle letter of intent (enregistrement et acceptation)

Letter of Intent (« LOI »)

Entre

l'Entité Interrégionale Viapass

Représentée par M. Vincent Peremans (Président du conseil d'administration) M. Johan Schoups (Administrateur général)

Ayant son siège social à

[code postal] [localité],

[numéro] [rue]

Agissant en son nom propre et pour son propre compte, ainsi que comme mandataire des percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge,

Ci-après "**Viapass**"

Et

[candidat prestataire de services]

Représenté[e] par [nom et prénom du représentant]

[fonction]

Ayant son siège social à

[code postal] [localité],

[numéro] [rue]

Ci-après "**[candidat prestataire de services]**"

Viapass et [candidat prestataire de services] sont ci-après séparément aussi dénommé[e]s « Partie » ou conjointement « Parties ».

Après avoir énoncé ce qui suit:

L'accès aux secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge en tant que prestataire de services de SET ou de SNT ou de SRT, est soumis à une procédure d'enregistrement (si le candidat prestataire de services n'est pas encore enregistré en tant que prestataire de services de SET dans le pays dans lequel il est établi) et en tous les cas à une procédure d'acceptation, comme

respectivement décrites dans les déclarations du secteur à péage des divers percepteurs de péages concernant leur secteur à péage respectif.

L'enregistrement doit être demandé par le candidat prestataire de services auprès de Viapass, chargé en Belgique par les percepteurs de péages de la mission d'enregistrer les candidats prestataires de services.

L'enregistrement est accordé si le candidat prestataire de services satisfait, entre autres, aux exigences déterminées par la décision 2009/750/ CE de la Commission européenne, à savoir:

1. détenir une certification EN ISO 9001 ou équivalente;
2. prouver qu'il dispose des équipements techniques requis et de la déclaration CE ou d'un certificat attestant la conformité des constituants d'interopérabilité comme prévu à l'annexe IV, point 1, de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne;
3. justifier des compétences en matière de prestation de services de télépéage ou dans des domaines connexes;
4. avoir la capacité financière appropriée;
5. mettre en œuvre et tenir à jour un plan de gestion globale des risques soumis à un audit tous les deux ans au moins;
6. jouir d'une bonne réputation.

Une fois enregistré (si nécessaire) le candidat prestataire de services doit être accepté. La procédure d'acceptation se déroule en plusieurs phases:

1. la demande d'acceptation du candidat prestataire de services;
2. le début de la procédure d'acceptation;
3. la présentation du concept technique et commercial
4. le processus de test, avec (i) une vérification (des tests) de (la) conformité, et (ii) des tests d'aptitude à l'emploi
5. négociations concernant le contrat bilatéral
6. acceptation dans le secteur à péage des percepteurs de péages.

En compensation des coûts d'analyse et d'évaluation dans le cadre de la procédure d'enregistrement et en compensation des coûts d'analyse, d'évaluation et des tests dans le cadre de la procédure d'acceptation, le candidat prestataire de services paiera les rémunérations déterminées ci-après.

Si Viapass et le candidat prestataire de services aboutissent, à l'issue favorable du processus de test, à un accord concernant le contrat bilatéral, ce contrat bilatéral sera conclu entre, d'une part, le prestataire de services et, d'autre part, les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, Viapass et la Région wallonne.

Par la conclusion du contrat bilatéral tous les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge acceptent le prestataire de services dans leur secteur à péage respectif.

En somme, les parties échangeront entre elles, dans le cadre de la procédure d'enregistrement et d'acceptation, des informations confidentielles selon les termes et conditions qui sont déterminés ci-après.

Est convenu ce qui suit :

1. Objet

Cette LOI énonce de façon non-limitative les conditions et modalités sous lesquelles les Parties envisagent l'accomplissement de la procédure d'enregistrement et de la procédure d'acceptation [du candidat prestataire de services] en tant que prestataire de services sur le territoire belge, conformément aux dispositions des déclarations du secteur à péage. Le [candidat prestataire de services] déclare avoir pris connaissance des déclarations du secteur à péage de tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge et être lié par celles-ci.

La présente LOI ne contient aucune obligation dans le chef de Viapass, ni des percepteurs de péages concernant l'enregistrement et/ou l'acceptation effective [du candidat prestataire de services] en tant que prestataire de services dans les secteurs à péage qui sont établis sur le territoire belge.

2. Confidentialité

2.1. Information Confidentielle

2.1.1. Le terme "Information Confidentielle" comprend toute l'information qui est échangée entre les Parties, de quelque manière que ce soit, au cours de la procédure d'enregistrement et la procédure d'acceptation et qui, au moment de cette communication, ne revêtait pas un caractère public.

2.1.2. Les Parties précisent que le contenu (mais non pas l'existence) de cette LOI, des négociations relatives au contrat bilatéral et du contrat bilatéral lui-même sont également confidentiels et tombent par conséquent sous l'application de cet article.

2.2. Interdiction d'utilisation ou de divulgation

2.2.1. Une Partie n'est pas autorisée, sauf autorisation écrite et préalable de l'autre Partie, à, soit directement, soit indirectement, comme par le biais d'un intermédiaire ou moyennant une personne morale dans laquelle la Partie est actionnaire ou administrateur ou à laquelle elle est liée de quelque façon que ce soit :

- (a) Utiliser ne serait-ce qu'une partie de l'Information Confidentielle à une autre fin que (i) celle d'analyser et d'évaluer la candidature pour l'enregistrement et l'acceptation, respectivement pour se porter candidat à l'enregistrement et à l'acceptation en tant que prestataire de services sur le territoire belge et (ii) à une autre fin que la négociation éventuelle du contrat bilatéral;
- (b) Divulguer ne serait-ce qu'une partie de l'Information Confidentielle à des tiers, autres que les personnes (morales) qui, dans le chef de leur fonction au sein de, leur relation professionnelle avec ou leur relation contractuelle directe ou indirecte avec la Partie, doivent raisonnablement avoir accès à l'Information Confidentielle (ci-après "Les Représentants"). Dans la mesure où ces Représentants ne sont pas, dans le chef de leur activité professionnelle, liés par un secret professionnel et par conséquent une obligation professionnelle de ne pas divulguer ladite Information Confidentielle, ces Représentants doivent déclarer explicitement et par écrit être liés par les conditions de cet article. Les Parties s'assurent que les Représentants qu'elles impliqueront dans la procédure d'enregistrement et la procédure d'acceptation respecteront les obligations comprises dans cet article.

2.2.2. Sans préjudice de ce qui précède, les Parties prendront toutes les mesures nécessaires ou utiles pour empêcher la divulgation de l'Information Confidentielle contraire à cet article et les Parties prendront toutes les mesures nécessaires ou utiles pour garantir le respect des conditions de cet article par les Parties et leurs Représentants.

2.3.Exceptions

L'obligation de confidentialité applicable à l'Information Confidentielle, comme déterminée à l'article 2.2., ne sera pas applicable dans le cas où cela concerne de l'information qui:

- (a) Est arrivée ou arrive dans le domaine public sans que cela soit la conséquence d'une divulgation non-permise de cette information par une des Parties ou par une personne à laquelle une des Parties a mis à disposition cette information;
- (b) Était déjà connue d'une des Parties au moment où l'information lui est divulguée;
- (c) Est procurée à une des Parties sur base non-confidentielle par un tiers qui possède de façon légitime cette information et est habilité à divulguer une telle information;
- (d) Est soumise à l'obligation d'être publiée:
 - i. Sur base de réglementation (autre que sur base de réglementation relative à la publicité de l'administration)
 - ii. Dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire

iii. Sur base d'une décision judiciaire.

(e) Est indispensable afin de permettre au prestataire de services de fournir sa prestation de services dans le cadre du système kilométrique belge.

2.4.Actions juridiques visant la divulgation de l'Information Confidentielle

2.4.1. Si la divulgation du contenu de l'Information Confidentielle par une Partie est requise sur base de réglementation, dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire ou sur base d'une décision judiciaire, cette Partie mettra, dans la mesure du possible, l'autre Partie, préalablement à la divulgation, immédiatement et par écrit au courant de cette obligation, ainsi que des documents qui doivent être publiés. Les Parties délibéreront du timing et du contenu de cette divulgation.

2.4.2. Préalablement à la divulgation d'Information Confidentielle, une Partie doit:

- (a) Informer l'autre Partie par écrit et le plus rapidement possible de l'Information Confidentielle qui sera divulguée, avant la divulgation de l'information concernée;
- (b) Seulement fournir la partie d'information requise par la réglementation, la tutelle administrative, le contrôle parlementaire ou la décision judiciaire;
- (c) S'efforcer d'obtenir une garantie fiable que l'Information Confidentielle sera traitée de façon confidentielle;

3. Coûts

3.1.Compensation pour la procédure d'enregistrement/l'information supplémentaire

En compensation des coûts d'analyse et d'évaluation supportés par Viapass concernant le dossier présenté par [le candidat prestataire de services] dans le cadre de la procédure d'enregistrement, un montant forfaitaire de EUR 20.000 sera imputé. À cette fin et après que Viapass ait confirmé au [candidat prestataire de services] le caractère complet du dossier présenté pour l'enregistrement, Viapass enverra au [candidat prestataire de services] une facture l'invitant à payer ladite rémunération sur le compte de Viapass (BELFIUS BE 28 0910 1989 3820). La rémunération forfaitaire est un montant hors TVA. Si, sur base de la législation TVA, la TVA est due sur le montant forfaitaire, la TVA sera précisée séparément sur la facture et devra également être payée par [le candidat prestataire de services].

3.2. Compensation pour la procédure d'acceptation

En compensation des coûts d'analyse et d'évaluation supportés par Viapass et les percepteurs de péages et des tests dans le cadre de la procédure d'acceptation, [le candidat prestataire de services] doit payer en plusieurs tranches une rémunération forfaitaire selon l'échelle expliquée ci-après:

- (a) avant le début de la procédure de vérification des tests de conformité: EUR 20.000
- (b) avant le début de tests d'interface: EUR 30.000
- (c) avant le début des tests end to end: EUR 30.000
- (d) avant le début de la première phase d'essai: EUR 50.000
- (e) avant le début de la deuxième phase d'essai: EUR 50.000
- (f) avant le début de la phase d'élaboration de la déclaration et du certificat d'aptitude à l'emploi: EUR 20.000.

À cette fin, Viapass enverra au [candidat prestataire de services] une facture préalablement au début de chaque phase, l'invitant à payer la rémunération sur le compte de Viapass (BELFIUS BE 28 0910 1989 3820). La rémunération forfaitaire est un montant hors TVA. Si, sur base de la législation TVA, la TVA est due sur le montant forfaitaire, la TVA sera précisée séparément sur la facture et devra également être payée par [le candidat prestataire de services].

Viapass ne débutera pas de nouvelle phase de la procédure d'acceptation tant qu'elle n'aura pas reçu le paiement de la tranche concernée de la rémunération forfaitaire.

4. Durée de la LOI

Cette LOI entre en vigueur à compter de la date de signature de cette LOI et, sauf mention explicite contraire, restera en vigueur pour une période de 24 mois à compter de la date de cette LOI, sauf si les Parties en disposent autrement dans le contrat bilatéral encore à conclure entre, d'une part, Viapass, les percepteurs de péages et la Région wallonne et, d'autre part, [le candidat prestataire de services].

5. Invalidité

Dans le cas où une ou plusieurs dispositions reprises dans cette LOI s'avéreraient être invalides, illégales ou inopposables, l'opposabilité des autres dispositions contenues dans le présent document n'en serait, en aucune manière, affectée ou compromise.

Toute disposition de cette LOI qui serait invalide, illégale ou inopposable sera, dans la mesure permise par la loi, considérée avoir été remplacée par une disposition valide, légale ou opposable, dont la mise en œuvre et l'effet seront aussi semblables que possible à la disposition à laquelle elle se substitue.

6. Droit applicable

Cette LOI est exclusivement soumise au droit belge et sera interprétée selon celui-ci, et tout différend civil y afférent ne pouvant être réglé à l'amiable ou par l'intervention de l'organe de conciliation, sera tranché de manière définitive par les tribunaux de Bruxelles.

Signée à BRUXELLES le en deux exemplaires, où chaque Partie reconnaît avoir reçu un exemplaire

Pour Viapass,

Pour [candidat prestataire de services]

Vincent Peremans et Johan Schoups

[X]

2. Modèle letter of intent (acceptation)

Letter of Intent (« LOI »)

Entre

l'Entité Interrégionale Viapass

Représentée par M. [NOM] (Président du conseil d'administration) et M. Johan Schoups (Administrateur général)

Ayant son siège social à

[code postal] [localité],

[numéro] [rue]

Agissant en son propre nom et pour son propre compte, ainsi que comme mandataire des percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge,

Ci-après "**Viapass**"

Et

[candidat prestataire de services]

Représenté[e] par [nom et prénom du représentant]

[fonction]

Ayant son siège social à

[code postal] [localité],

[numéro] [rue]

Ci-après "**[candidat prestataire de services]**"

Viapass et [candidat prestataire de services] sont ci-après séparément aussi dénommées « Partie » ou conjointement « Parties ».

Après avoir énoncé ce qui suit:

L'accès aux secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge en tant que prestataire de services de SET ou de SNT ou de SRT, est soumis à une procédure d'enregistrement (si le candidat prestataire de services n'est pas encore enregistré en tant que prestataire de services de SET dans le pays dans lequel il est établi) et en tous les cas à une procédure d'acceptation, comme respectivement décrites dans les déclarations du secteur à péage des divers percepteurs de péages concernant leur secteur à péage respectif.

Le [candidat prestataire de services] a déjà été enregistré comme prestataire de services par [autorité] avec effet à partir du [Date]. Dès lors, l'accès [du candidat prestataire de services] au système de prélèvement kilométrique belge doit seulement faire l'objet d'une procédure d'acceptation. La procédure d'acceptation se déroule en plusieurs phases:

1. la demande d'acceptation du candidat prestataire de services;
2. le début de la procédure d'acceptation;
3. la présentation du concept technique et commercial
4. le processus de test, avec (i) une vérification (des tests) de (la) conformité, et (ii) des tests d'aptitude à l'emploi
5. négociations concernant le contrat bilatéral
6. acceptation dans le secteur à péage des percepteurs de péages.

En compensation des coûts d'analyse, d'évaluation et des tests dans le cadre de la procédure d'acceptation, [le candidat prestataire de services] paiera les rémunérations déterminées ci-après.

Si Viapass et le candidat prestataire de services aboutissent, à l'issue favorable du processus de test, à un accord concernant le contrat bilatéral, ce contrat bilatéral sera conclu entre, d'une part, le prestataire de services et, d'autre part, les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge, Viapass et la Région wallonne.

Par la conclusion du contrat bilatéral tous les percepteurs de péages du système de prélèvement kilométrique belge acceptent le prestataire de services dans leur secteur à péage respectif.

En somme, les parties échangeront entre elles, dans le cadre de la procédure d'acceptation, des informations confidentielles selon les termes et conditions qui sont déterminés ci-après.

Est convenu ce qui suit :

1. Objet

Cette LOI énonce de façon non-limitative les conditions et modalités sous lesquelles les Parties envisagent l'accomplissement de la procédure d'acceptation [du candidat prestataire de services] en tant que prestataire de services sur le territoire belge, conformément aux dispositions des déclarations du secteur à péage. Le [candidat prestataire de services] déclare avoir pris connaissance des déclarations du secteur à péage de tous les secteurs à péage du système de prélèvement kilométrique belge et être lié par celles-ci.

La présente LOI ne contient aucune obligation dans le chef de Viapass, ni des percepteurs de péages concernant l'acceptation effective [du candidat prestataire de services] en tant que prestataire de services dans les secteurs à péage qui sont établis sur le territoire belge.

2. Confidentialité

2.1. Information Confidentielle

- 2.1.1. Le terme "Information Confidentielle" comprend toute l'information qui est échangée entre les Parties, de quelque manière que ce soit, au cours de la procédure d'acceptation et qui, au moment de cette communication, ne revêtait pas un caractère public.
- 2.1.2. Les Parties précisent que le contenu (mais non pas l'existence) de cette LOI, des négociations relatives au contrat bilatéral et du contrat bilatéral lui-même sont également confidentiels et tombent par conséquent sous l'application de cet article.

2.2. Interdiction d'utilisation ou de divulgation

- 2.2.1. Une Partie n'est pas autorisée, sauf autorisation écrite et préalable de l'autre Partie, à, soit directement, soit indirectement, comme par le biais d'un intermédiaire ou moyennant une personne morale dans laquelle la Partie est actionnaire ou administrateur ou à laquelle elle est liée de quelque façon que ce soit :
 - (a) Utiliser ne serait-ce qu'une partie de l'Information Confidentielle à une autre fin que (i) celle d'analyser et d'évaluer la candidature pour l'acceptation, respectivement pour se porter candidat à l'acceptation en tant que prestataire de services sur le territoire belge et (ii) à une autre fin que la négociation éventuelle du contrat bilatéral;
 - (b) Divulguer ne serait-ce qu'une partie de l'Information Confidentielle à des tiers, autres que les personnes (morales) qui, dans le chef de leur fonction au sein de, leur relation professionnelle avec ou leur relation contractuelle directe ou indirecte avec la Partie, doivent raisonnablement avoir accès à l'Information Confidentielle (ci-après "Les Représentants"). Dans la mesure où ces Représentants ne sont pas, dans le chef de leur activité professionnelle, liés par un secret professionnel et par conséquent une obligation professionnelle de ne pas divulguer ladite Information Confidentielle, ces Représentants doivent déclarer explicitement et par écrit être liés par les conditions de cet article. Les Parties s'assurent que les Représentants qu'elles impliqueront dans la procédure d'acceptation respecteront les obligations comprises dans cet article.
- 2.2.2. Sans préjudice de ce qui précède, les Parties prendront toutes les mesures nécessaires ou utiles pour empêcher la divulgation de l'Information Confidentielle contraire à cet article et les Parties prendront toutes les mesures nécessaires ou

utiles pour garantir le respect des conditions de cet article par les Parties et leurs Représentants.

2.3.Exceptions

L'obligation de confidentialité applicable à l'Information Confidentielle, comme déterminée à l'article 2.2., ne sera pas applicable dans le cas où cela concerne de l'information qui:

- (a) Est arrivée ou arrive dans le domaine public sans que cela soit la conséquence d'une divulgation non-permise de cette information par une des Parties ou par une personne à laquelle une des Parties a mis à disposition cette information;
- (b) Était déjà connue d'une des Parties au moment où l'information lui est divulguée;
- (c) Est procurée à une des Parties sur base non-confidentielle par un tiers qui possède de façon légitime cette information et est habilité à divulguer une telle information;
- (d) Est soumise à l'obligation d'être publiée:
 - i. Sur base de réglementation (autre que sur base de réglementation relative à la publicité de l'administration)
 - ii. Dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire
 - iii. Sur base d'une décision judiciaire.
- (e) Est indispensable afin de permettre au prestataire de services de fournir sa prestation de services dans le cadre du système kilométrique belge.

2.4.Actions juridiques visant la divulgation de l'Information Confidentielle

2.4.1. Si la divulgation du contenu de l'Information Confidentielle par une Partie est requise sur base de réglementation, dans le cadre de la tutelle administrative ou du contrôle parlementaire ou sur base d'une décision judiciaire, cette Partie mettra, dans la mesure du possible, l'autre Partie, préalablement à la divulgation, immédiatement et par écrit au courant de cette obligation, ainsi que des documents qui doivent être publiés. Les Parties délibéreront du timing et du contenu de cette divulgation.

2.4.2. Préalablement à la divulgation d'Information Confidentielle, une Partie doit:

- (a) Informer l'autre Partie par écrit et le plus rapidement possible de l'Information Confidentielle qui sera divulguée, avant la divulgation de l'information concernée;

- (b) Seulement fournir la partie d'information requise par la réglementation, la tutelle administrative, le contrôle parlementaire ou la décision judiciaire;
- (c) S'efforcer d'obtenir une garantie fiable que l'Information Confidentielle sera traitée de façon confidentielle;

3. Coûts concernant la procédure d'acceptation

En compensation des coûts d'analyse et d'évaluation supportés par Viapass et les percepteurs de péages et des tests dans le cadre de la procédure d'acceptation, [le candidat prestataire de services] doit payer en plusieurs tranches une rémunération forfaitaire selon l'échelle expliquée ci-après:

- (a) avant le début de la procédure de vérification des tests de conformité: EUR 20.000
- (b) avant le début de tests d'interface: EUR 30.000
- (c) avant le début des tests end to end: EUR 30.000
- (d) avant le début de la première phase d'essai: EUR 50.000
- (e) avant le début de la deuxième phase d'essai: EUR 50.000
- (f) avant le début de la phase d'élaboration de la déclaration et du certificat d'aptitude à l'emploi: EUR 20.000.

À cette fin, Viapass enverra au [candidat prestataire de services] une facture préalablement au début de chaque phase, l'invitant à payer la rémunération sur le compte de Viapass (BELFIUS BE 28 0910 1989 3820). La rémunération forfaitaire est un montant hors TVA. Si, sur base de la législation TVA, la TVA est due sur le montant forfaitaire, la TVA sera précisée séparément sur la facture et devra également être payée par [le candidat prestataire de services].

Viapass ne débutera pas de nouvelle phase de la procédure d'acceptation tant qu'elle n'aura pas reçu le paiement de la tranche concernée de la rémunération forfaitaire.

4. Durée de la LOI

Cette LOI entre en vigueur à compter de la date de signature de cette LOI et, sauf mention explicite contraire, restera en vigueur pour une période de 24 mois à compter de la date de cette LOI, sauf si les Parties en disposent autrement dans le contrat bilatéral encore à conclure entre, d'une part, Viapass, les percepteurs de péages et la Région wallonne et, d'autre part, [le candidat prestataire de services].

5. Invalidité

Dans le cas où une ou plusieurs dispositions reprises dans cette LOI s'avéreraient être invalides, illégales ou inopposables, l'opposabilité des autres dispositions contenues dans le présent document n'en serait, en aucune manière, affectée ou compromise.

Toute disposition de cette LOI qui serait invalide, illégale ou inopposable sera, dans la mesure permise par la loi, considérée avoir été remplacée par une disposition valide, légale ou opposable, dont la mise en œuvre et l'effet seront aussi semblables que possible à la disposition à laquelle elle se substitue.

6. Droit applicable

Cette LOI est exclusivement soumise au droit belge et sera interprétée selon celui-ci, et tout différend civil y afférent ne pouvant être réglé à l'amiable ou par l'intervention de l'organe de conciliation, sera tranché de manière définitive par les tribunaux de Bruxelles.

Signée à BRUXELLES le en deux exemplaires, où chaque Partie reconnaît avoir reçu un exemplaire

Pour Viapass,

Pour [candidat prestataire de services]

Vincent Peremans et Johan Schoups

[X]
